

778,953, chiffre qui n'avait pas encore été atteint. L'impôt per capita, qui était de \$5½ en 1871, est monté à \$27.82 en 1917. En 1868, le revenu des gouvernements provinciaux du Canada (Ile du Prince-Edouard, Nouvelle-Ecosse, Nouveau-Brunswick, Québec et Ontario), ne dépassait pas \$5,072,084; celui des neuf provinces, en 1917, représentait \$57,962,979; per capita, les taxes provinciales passaient de \$1.60 en 1868 à \$6.95 en 1917. La dette publique du Canada, essentiellement causée par les grands travaux entrepris pour le développement du pays, à l'exception des dépenses de guerre, qui se chiffrait par \$75,728,642 lors de la Confédération, se montait à \$335,996,850 en 1914, avant la guerre. Au 31 mars 1918, par le fait des dépenses exceptionnelles entraînées par la guerre, elle atteignait \$1,191,884,063; mais si l'on considère que ce fardeau est allègrement porté par le peuple canadien, l'on doit en conclure que la richesse publique s'est considérablement accrue.

Il y avait au Canada, en 1868, 27 banques autorisées, ayant ensemble 123 succursales; leur capital versé se chiffrait par \$30,507,000, et les dépôts par elles reçus se montaient à \$33,654,000. En 1917, on retrouve 21 banques, ayant 3,135 succursales, un capital versé de \$111,637,755 et dont les dépôts s'élèvent à \$1,643,203,020. La caisse d'épargne de l'Etat et la caisse d'épargne postale avaient en dépôt, le 30 juin 1868, une somme de \$1,687,808; ces dépôts, au 31 mars 1917, formaient \$56,216,089.

Durant ces cinquante ans, l'assurance, sous toutes ses formes, s'est prodigieusement développée. En 1869, les risques d'incendie couverts, dans tout le Canada, s'élevaient à \$188,359,809; en 1917, les polices couvraient pour \$3,986,197,514 de risques. En 1875, l'assurance sur la vie voyait ses risques limités à \$85,009,264, au lieu de \$1,585,042,563 en 1917. Des sommes considérables ont été consacrées à l'instruction publique, dont les statistiques témoignent d'une amélioration manifeste de la moyenne de la fréquentation scolaire au cours de ce siècle. Les statistiques du recensement consacrées aux illettrés constatent que leur nombre a décliné de près de 4 p.c. depuis 1901. Au commencement du siècle, le budget de l'instruction publique au Canada s'élevait à \$11,751,625; en 1917, il atteignait \$56,327,297, en augmentation de \$44,575,672, ou 379 p.c.

D'autre part, il faut admettre que les statistiques de la criminalité au Canada, qui ont été colligées annuellement depuis 1880, constatent un accroissement marqué des délits et crimes durant les quarante dernières années. Ainsi qu'on peut le voir par le tableau 49, en 1880, les condamnations pour crimes et délits frappaient 669 personnes sur 100,000, tandis qu'en 1917, on en comptait 1,363. Cette augmentation apparente de la criminalité coïncide avec un accroissement marqué de la population, dû principalement à l'immigration. L'expérience a démontré que la criminalité est proportionnellement plus grande dans les fortes agglomérations de population et qu'elle sévit dans les villes avec plus d'intensité que dans les campagnes; or, le grossissement de la population urbaine du Canada a été phénoménal durant les deux ou trois dernières décades. L'ivresse qui, le plus souvent, conduit aux délits et aux crimes, a gagné beau-